



2^e CONGRÈS MONDIAL

Vancouver, du 21 au 25 juin 2010

RÉSOLUTION

L'ÉGALITÉ DE GENRE

1. Le Congrès réaffirme que l'égalité entre hommes et femmes est un objectif fondamental en matière de droits humains et une des composantes de la justice sociale. Il engage la CSI à parvenir à l'égalité de genre dans toutes ses activités, déplore la persistance d'une discrimination profonde et omniprésente à l'encontre des femmes dans tous les domaines de l'activité économique et sociale et reconnaît l'égalité de contribution des femmes et des hommes à la société, à la vie économique et au mouvement syndical.

2. Le Congrès constate avec préoccupation que les écarts entre hommes et femmes en matière de participation et de taux de chômage restent une caractéristique du marché mondial du travail, malgré la progression du niveau d'éducation des femmes. Les femmes affrontent de multiples désavantages dans l'accès au marché de l'emploi et, dans la plupart des cas, elles n'ont pas les mêmes possibilités que les hommes de choisir un travail ou d'accéder aux conditions d'emploi auxquelles elles aspirent. Cette exclusion s'accroît particulièrement dans le cas des jeunes immigrantes. En outre, les rôles sociaux traditionnels surchargent les femmes de tâches liées aux soins et au travail domestique ou familial.

3. La discrimination basée sur le sexe est manifeste dans le monde entier, dans l'accès aux ressources, à l'éducation et aux opportunités économiques, au pouvoir politique et aux postes décisionnels. 40% seulement de la population active mondiale sont des femmes, la majorité se concentrant dans le secteur agricole et dans les activités de l'économie informelle où les revenus et les conditions de travail sont généralement inférieurs. Les femmes sont surreprésentées dans les emplois à faible rémunération, sous-représentées dans les postes de cadres supérieurs, de direction ou techniques et, dans de nombreux cas, souffrent de mauvaises conditions de travail. Tout au long de l'histoire, les compétences et les emplois des femmes ont été sous-estimés, le différentiel salarial entre hommes et femmes tournant autour de 22%. Les politiques et les programmes visant à parvenir à l'égalité entre hommes et femmes sont essentiels mais se sont révélés inadéquats pour déconstruire les stéréotypes et corriger les injustices.

4. Pour que les droits des femmes soient respectés et pleinement mis en œuvre partout, il faut identifier, condamner et surmonter les barrières culturelles, économiques, sociales et religieuses. Du fait que la discrimination fondée sur le sexe interagit fréquemment avec d'autres formes de discrimination, notamment l'âge et l'identité de genre, il convient de mettre en place des politiques et des programmes s'attaquant aux multiples formes de discrimination à l'encontre des femmes et d'adopter une approche de genre de manière transversale.

5. Le harcèlement sexuel et d'autres formes d'abus sont de graves formes de discrimination qui portent atteinte à la dignité des femmes et des hommes et nient l'égalité de genre. Le Congrès déplore la réalité dans laquelle un tiers des femmes subit des violences à un moment de leur vie.

6. Puisque la ségrégation professionnelle traditionnelle a contraint les femmes à accepter des activités économiques souvent caractérisées par de bas salaires, qu'elles soient qualifiées ou peu qualifiées, il est crucial de reconnaître de manière appropriée l'importance et la valeur des emplois, des secteurs et des activités où les femmes sont surreprésentées. Il faut prendre des dispositions pour que les femmes acquièrent les compétences liées aux emplois, aux secteurs et aux activités en croissance et qui offrent des opportunités de travail décent, et les compétences des femmes doivent être évaluées sur un même pied d'égalité que celles des hommes. Les femmes doivent aussi être encouragées à s'engager dans des secteurs non traditionnels, tels que ceux liés aux emplois verts. La formation professionnelle, les politiques d'éducation et de développement des compétences doivent promouvoir l'égalité des chances pour les petites filles et pour les femmes, et des initiatives doivent être lancées en faveur du partage des responsabilités familiales entre hommes et femmes, œuvrant ainsi à l'équilibre entre la vie professionnelle et la vie familiale, notamment pour ce qui a trait à la garde des enfants et des personnes dépendantes.

7. La discrimination et les préjudices dans le monde du travail sont souvent liés ou exacerbés par le rôle reproductif des femmes et par leur manque d'accès à des services abordables et à des appuis dans ce domaine, ainsi que par le caractère inadéquat de la protection de la maternité. Les gouvernements donateurs doivent allouer aux gouvernements des pays en développement des ressources nécessaires pour garantir un accès universel à des soins médicaux et de santé génésique adéquats ainsi qu'un accès pour tous à un personnel professionnel suffisant, en vue de réduire le taux de mortalité maternelle et néonatale dans le monde entier conformément au cinquième Objectif du millénaire pour le développement.

8. Le Congrès reconnaît que la mondialisation n'affecte pas de la même manière les hommes et les femmes, et que cet impact différent et les besoins qui en résultent doivent faire l'objet d'une analyse sexospécifique tant dans l'élaboration des politiques que dans l'évaluation de leur impact. Le désengagement de l'État des activités économiques et de réglementation ainsi que la réduction des dépenses publiques ont une incidence négative sur l'emploi dans les secteurs dans lesquels les femmes sont très présentes et réduisent la fourniture des services dont les femmes sont dépendantes de manière disproportionnée, en raison notamment de la distribution inégale des responsabilités familiales.

9. Le Congrès souligne que la crise mondiale a approfondi les inégalités et sapé les droits des femmes, provoquant par conséquent un appauvrissement des femmes, en particulier des femmes âgées. La crise doit être vue comme une importante occasion à saisir pour adopter un nouveau paradigme politique qui traduise une approche fondée sur les droits et promeuve l'équité et l'égalité de genre. Les stratégies de reprise économique à l'échelle nationale doivent dès lors incorporer, dès le début, une analyse de genre complète.

10. Le Congrès déclare que l'égalité entre hommes et femmes doit être abordée en tant qu'élément central de tous les aspects de la politique de l'emploi, y compris les cadres macroéconomiques, les politiques actives du marché de l'emploi, le développement des compétences, la promotion des entreprises et les programmes d'infrastructures à haute intensité de travail. La dimension de genre doit faire partie

intégrante du processus de conception et d'évaluation de l'impact des mesures de redressement.

11. Le Congrès exige que les droits fondamentaux au travail soient pleinement respectés dans toutes les zones franches d'exportation (ZFE), où les femmes constituent près de 80% de la main-d'œuvre, afin d'abolir les pratiques d'exploitation dangereuses et parfois brutales dont les femmes sont les victimes les plus fréquentes.

12. Le Congrès constate que les femmes constituent près de la moitié des migrants du monde et que nombreuses parmi elles travaillent dans les secteurs où la protection est moindre et l'exploitation plus marquée, et sont de plus en plus victimes de la traite des personnes débouchant sur l'emploi illégal et la prostitution. Il condamne l'augmentation de ces pratiques assimilables à de l'esclavage et engage la CSI à les combattre et à obtenir une mise en œuvre nationale et internationale plus efficace des mesures visant à les éliminer.

13. Les femmes composent également la majorité des travailleurs ayant un emploi précaire ou relevant de l'économie informelle, et n'ont dès lors pas droit à la protection accordée par la législation, sont privées de leurs droits fondamentaux et soumises à des conditions de travail inférieures aux normes. Le Congrès appelle à une intensification de la syndicalisation de tous les travailleurs et de toutes les travailleuses par les affiliées, tant dans l'économie déclarée que dans le secteur informel, et à des efforts redoublés pour ramener les travailleurs qui sont à l'heure actuelle privés de leurs droits fondamentaux au travail dans le champ de la protection de la législation.

14. Le Congrès encourage et appuie les actions des syndicats qui œuvrent à apporter un soutien moral et matériel à des femmes et à des enfants ayant un statut de réfugiés à cause de conflits et dans des contextes de violence.

15. Le Congrès s'inquiète de constater qu'en dépit de la féminisation des affiliées de la CSI atteignant maintenant 40% et malgré les efforts réalisés pour améliorer la représentation des femmes dans leurs structures et leurs politiques, la pleine intégration des questions d'égalité entre hommes et femmes dans la prise de décisions, les politiques et les activités syndicales n'est toujours pas atteinte. Les syndicats doivent être en première ligne de la bataille en faveur de l'égalité de genre, et ils ont la responsabilité première de la réaliser sur les lieux de travail, dans leurs politiques, leurs propres structures et dans la société. La CSI appelle les organisations affiliées à accorder la priorité et à garantir la syndicalisation des femmes et la promotion des femmes dans les fonctions de direction et à travers leurs structures.

Programme d'action de la CSI

16. Le Congrès engage la CSI et ses organisations et structures régionales, œuvrant de concert avec ses partenaires du groupement Global Unions et ses affiliées, à:

- (a) intensifier la campagne « Travail décent pour une vie décente » pour les femmes dans le but de parvenir à une justice sociale et à l'égalité de genre sur les lieux de travail et au sein des syndicats, et à continuer la mobilisation en vue de syndiquer les travailleuses, notamment dans les ZFE et dans l'économie informelle, ainsi que les travailleuses domestiques, migrantes, rurales, jeunes ou autrement vulnérables;
- (b) contribuer à la diffusion de programmes de formation pour une sensibilisation aux questions de genre, dispensés tant aux femmes qu'aux hommes militants ou

dirigeants syndicaux, en vue d'une intégration systématique de la perspective des genres dans les politiques, les programmes, les publications et les négociations;

- (c) promouvoir une participation appropriée des femmes en tant que négociatrices syndicales et mettre en œuvre un plan d'action pour la négociation collective, le dialogue social et l'égalité de genre, notamment: la santé et la sécurité des femmes sur le lieu de travail et une politique sanitaire, y compris en matière de VIH/SIDA; des politiques et des procédures visant à éliminer le harcèlement sexuel, la discrimination et la violence sur le lieu de travail et dans la communauté en général; et la formation pour tous les négociateurs et les représentants syndicaux en ce qui concerne l'incorporation des politiques de genre dans toutes les activités syndicales;
- (d) intensifier les activités syndicales en matière d'équité salariale aux niveaux national, régional et international, notamment la négociation collective, la recherche et la diffusion d'informations sur l'écart salarial entre hommes et femmes, le soutien à l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale, la révision de la notion, généralement admise, de certains emplois ou professions qui sont spécifiques à chaque genre, le renforcement des capacités et la campagne sur la conciliation entre la vie professionnelle et la vie familiale et pour le droit à un salaire vital décent suffisant pour couvrir les besoins fondamentaux, en ce qui concerne la possibilité de transition des femmes travaillant de manière involontaire avec des contrats à temps partiel à des contrats à plein temps ou au moins avec plus d'heures;
- (e) promouvoir l'accès des femmes syndicalistes à l'éducation dans tous les domaines du travail syndical à l'échelle nationale et internationale, notamment la crise économique mondiale, le commerce et les normes du travail, le changement climatique et les institutions internationales;
- (f) faire un suivi et apporter une assistance aux syndicats afin d'arriver à une cohérence entre toutes les politiques syndicales relatives au genre aux niveaux international, régional et national, et encourager les syndicats à réaliser des audits sur le thème de l'égalité entre hommes et femmes, afin de renforcer leurs politiques et leurs structures en matière d'égalité de genre, notamment moyennant l'utilisation de l'instrument de vérification de la prise en compte des questions d'égalité entre hommes et femmes de l'OIT;
- (g) adopter des mesures de discrimination positive et d'autres mesures correctives nécessaires pour continuer de renforcer la participation des femmes à la prise de décisions, aux politiques et aux activités syndicales et promouvoir activement l'engagement de la CSI à instaurer la parité de genre dans ses programmes et dans l'accès aux postes à responsabilité dans les organes directeurs et les structures de la CSI, de ses organisations affiliées et des syndicats en général, en prêtant une attention toute particulière à la participation active des jeunes femmes aux instances décisionnelles, y compris en recueillant des données ventilées par sexe en matière de parité de genre dans les organisations affiliées et en adoptant des mesures en cas de non-respect;
- (h) promouvoir la parité de genre au sein de l'OIT et une représentation féminine plus élevée à la Conférence internationale du travail, ainsi que la participation des femmes syndicalistes à la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CCF);
- (i) déployer tous les efforts pour permettre l'adoption d'une Convention de l'OIT complétée par une Recommandation pour les travailleurs domestiques, et sa ratification et sa pleine mise en œuvre ultérieures;

- (j) intensifier aux niveaux national, régional et international la campagne pour la ratification et la mise en œuvre des Conventions de l'OIT n° 100 (sur l'égalité de rémunération), n° 111 (sur la discrimination), n° 156 (sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales), n° 169 (peuples indigènes et tribaux), n° 175 (sur le travail à temps partiel), n° 177 (sur le travail à domicile) et n° 183 (sur la protection de la maternité) ainsi que la mise en œuvre des recommandations de la Conférence de l'OIT de 2009 sur « L'égalité hommes-femmes au cœur du travail décent »;
- (k) mener à bien des analyses sexospécifiques des politiques et actions des IFI, de l'OMC et d'autres institutions qui traitent de l'économie mondiale et du développement, et aborder ces questions dans le cadre de l'accomplissement du troisième Objectif du millénaire pour le développement des Nations unies (OMD3) sur l'égalité des sexes;
- (l) garantir l'intégration de l'égalité de genre dans toutes les prises de décisions, notamment les mesures destinées à combattre la crise mondiale, comme le prévoit le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT, ainsi que des investissements dans les emplois verts pour les femmes et les hommes;
- (m) identifier et condamner les barrières culturelles, économiques, sociales et religieuses au respect des droits des femmes, qui doivent être surmontées afin que les droits des femmes soient respectés et pleinement appliqués partout;
- (n) renforcer l'engagement des entreprises à adopter des mesures et des programmes positifs visant à garantir l'égalité de genre;
- (o) promouvoir activement l'accès des femmes à des services publics de qualité, notamment la santé, l'éducation, les transports et l'eau, et les services publics tels que les services de garderie et l'enseignement préscolaire qui permettent aux femmes d'avoir accès au marché du travail et d'y rester, dans le cadre de la lutte pour garantir l'égalité de genre;
- (p) entreprendre des actions spécifiques visant à l'éducation des filles, à l'éradication du travail des enfants, ainsi qu'à l'élimination de la traite des personnes, en particulier dans le commerce du sexe;
- (q) entreprendre des actions spécifiques visant à protéger la santé et la sécurité des femmes au travail, en particulier en ce qui concerne leur santé génésique et les droits de maternité;
- (r) défendre le droit des femmes de décider librement de leurs corps et de leur sexualité;
- (s) condamner les violations des droits syndicaux des femmes et la violence contre les femmes syndicalistes, participer activement à la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre, et promouvoir l'élimination des différentes formes de violence à l'encontre des femmes;
- (t) déployer tous les efforts en vue de l'application de la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW);
- (u) promouvoir la mise en œuvre de la Déclaration de Beijing et de la Plateforme d'action, adoptées par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes en 1995, en particulier la section F sur les femmes et l'économie, à l'échelon national, régional et international et s'assurer d'une contribution et d'une participation efficaces des syndicats aux réunions de suivi, ainsi que du soutien à l'organisation d'une cinquième Conférence mondiale sur les femmes;

- (v) promouvoir la solidarité entre les femmes syndicalistes à tous les niveaux, notamment des actions de solidarité internationale avec les Fédérations syndicales internationales;
 - (w) se mobiliser activement le 8 mars à l'occasion de la Journée mondiale de la femme afin qu'elle devienne une journée d'action mondiale et établir des alliances de femmes syndicalistes avec la société civile et les organisations de femmes en vue d'atteindre des objectifs communs, y compris la Marche mondiale des femmes.
-

Juin 2010